



PRÉFET DE L'INDRE

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement Centre-Val de Loire

Châteauroux, le 25 octobre 2016

Unité Interdépartementale du Cher et de l'Indre

INSTALLATIONS CLASSÉES

Société CARRIERES DE CLUIS

Communes de MOUHERS et CLUIS

Demande d'autorisation d'exploiter une
carrière
(renouvellement et extension)

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Par transmission du 3 mars 2015, la Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations de l'Indre nous a transmis la demande d'autorisation d'exploiter une carrière d'amphibolite et de leptynite présentée par Monsieur Fardoit, agissant en qualité de directeur de la société CARRIERES DE CLUIS, dont le siège social est situé au lieu-dit « Les Bégeaudes » à MOUHERS (36340).

Cette demande concerne le renouvellement et l'extension de la carrière située sur le territoire des communes de MOUHERS et de CLUIS pour une durée de 30 ans, ainsi que la poursuite de l'exploitation des installations de traitement des matériaux.

À cet effet, un dossier, auquel ont été annexées notamment une étude d'impact et une étude de dangers, a été déposé en Préfecture le 27 février 2015, complété en dernier lieu le 14 décembre 2015 et reconnu formellement recevable par l'inspection des installations classées le 26 février 2016.

Le présent rapport est rédigé en application de l'article R.512-25 du code de l'environnement compte tenu de cette demande, et au vu du dossier d'enquête publique ainsi que des avis des services transmis par M. le Préfet par bordereau du 22 juillet 2016.

1. OBJET DE LA DEMANDE

1.1. Nature et volume des activités

Les installations projetées relèvent du régime de l'autorisation prévue à l'article L. 512-1 du code de l'environnement au titre des rubriques indiquées dans le tableau ci-dessous :

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Critère de classement	Nature de l'installation
2510-1	A	Exploitation de carrière	-	Superficie totale : 76 ha 95 a 53 ca superficie exploitable : 34 ha 20 a Production maximale : 800 000 t/an
2515-1	A	Installations de broyage, concassage, criblage, ensilage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et	Puissance installée des installations > 550 kW	Installations de concassage, broyage, criblage et lavage présentant une puissance installée de 2200 kW

		autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, autres que celles visées par d'autres rubriques et par la sous-rubrique 2515-2.		
4734-2	NC	Stockage de produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution	Quantité susceptible d'être présente dans l'installation < 50 t	Stockage d'une cuve double paroi de 20 m³ de gazole non routier $Q = 20 \times 0,845 = 16,90 \text{ t}$
1435	NC	Installation où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur	Volume annuel de carburant liquide distribué < 500 m³	Volume annuel de carburant distribué pour le ravitaillement des engins < 500 m³
2930-1	NC	Atelier de réparation et d'entretien de véhicules à moteurs	Surface de l'atelier < 2000 m²	Surface de l'atelier : 300 m²
4725	NC	Oxygène (numéro CAS 7782-44-7)	Quantité susceptible d'être présente dans l'installation < 2 t	Oxygène pour interventions ponctuelles (soudure) Quantité susceptible d'être présente : 10 bouteilles soit 118 kg
4719	NC	Acétylène (numéro CAS 74-86-2)	Quantité susceptible d'être présente dans l'installation < 250 kg	Acétylène pour interventions ponctuelles (soudure) Quantité susceptible d'être présente : 7 bouteilles soit 56 kg

A : autorisation – NC : non classé

Pour mémoire, les activités suivantes, qui seraient classables au titre de la loi sur l'eau si elles étaient exercées seules, seront, en application des articles L. 214-1 et L. 214-7 du code de l'environnement, réglementées par les prescriptions relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement dont elles dépendent :

Rubrique	A, D	Libellé de la rubrique (opération)	Critère de classement	Nature de l'installation
1.1.2.0	A	Prélèvement (permanent ou temporaire) dans les eaux souterraines	Volume total prélevé supérieur ou égal à 200 000 m³ / an	Prélèvement de 280 000 m³ / an dans les eaux souterraines
2.2.1.0	D	Rejet dans les eaux superficielles	Capacité totale du rejet	13% du module de la rivière Rejet à 120 m³/h au maximum
3.2.3.0	A	Plans d'eau (permanents ou non)	Superficie du plan d'eau supérieure à 3 ha	Dans le cadre du réaménagement, création d'un plan d'eau de 26 ha

A : autorisation – D : déclaration

1.2. Description du pétitionnaire, du site et historique administratif

1.2.1. Description du pétitionnaire et historique administratif

La société CARRIERES DE CLUIS est une filiale à 100 % du groupe EUROVIA.

Elle a été créée en novembre 2012 lors de l'intégration de la société TRMC dans le groupe EUROVIA

Les premières extractions sur le site remontent aux années 1930.

Jusqu'à la loi n° 70-1 du 2 janvier 1970, les carrières fonctionnaient alors sans autorisation préalable. L'exploitation des carrières légalement ouvertes avant l'entrée en vigueur de cette loi ne pouvait cependant être poursuivie au-delà d'un délai de 18 mois (à compter de la parution du décret d'application correspondant et datant du 20 septembre 1971) que sous réserve du dépôt d'une demande d'autorisation.

C'est dans ce cadre que le premier arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter a été délivré à la société des CARRIERES DE CLUIS le 11 février 1972.

L'exploitation de la carrière a par la suite été reprise par la société BARRIAUD en 1980 puis par la société TARMAC GRANULATS (devenue par la suite TRMC lors de son rachat par le groupe EUROVIA en 2010).

Chacune de ces entreprises a fait évoluer le site en obtenant plusieurs autorisations d'extension et d'exploitation d'installations de traitement des matériaux.

La dernière autorisation d'extension, obtenue par arrêté préfectoral du 6 avril 2004 pour une durée de 30 ans (dont 20 ans d'extraction), a porté la superficie totale autorisée à environ 44,7 ha (dont 16,5 ha exploitables) avec une cote de fond de fouille fixée à 140 m NGF. Une nouvelle installation de traitement des matériaux a été mise en service en juin 2011.

Le transfert de l'autorisation d'exploiter de la société TRMC à la société CARRIERES DE CLUIS (homonyme de la première entreprise implantée sur le site) a été autorisé par arrêté préfectoral du 3 décembre 2012.

1.2.2. Description du site

La carrière se situe en limite sud-ouest du territoire communal de MOUHERS, à environ 2 kilomètres du centre bourg, mais à seulement 500 mètres du centre bourg de la commune voisine de CLUIS (se reporter au plan de localisation joint en annexe 1 du présent rapport).

L'habitat de proximité est principalement constitué du bourg de CLUIS et de quelques fermes et hameaux dispersés. Au total, une cinquantaine d'habitations, essentiellement localisées dans le hameau de Cluis Dessous, sont répertoriées dans un rayon de 500 mètres autour des limites de l'emprise du projet. Les plus proches habitations, se situant à proximité immédiate de l'emprise du projet, se retrouvent néanmoins éloignées d'une centaine de mètres des limites de l'exploitation compte tenu des délaissés d'exploitation prévus par le pétitionnaire et éloignées de 200 à 500 mètres des installations de traitement. Le château de Cluis Dessous, site inscrit au titre de la législation sur les monuments historiques, surplombe le site.

L'emprise du site actuel est limitée à l'ouest par le cours d'eau La Bouzanne, au sud-est par la route départementale (RD) n° 75, au nord par un chemin rural et au nord-est par le ruisseau du Couvent.

En dehors de ces éléments, les abords immédiats du site sont essentiellement constitués de parcelles agricoles (cultures, jachères, prairies) entrecoupées de haies et de quelques bosquets.

L'accès au site s'effectue par un raccordement à la route départementale n° 38 au nord du site.

Le gisement exploité est constitué de deux types de roches distinctes : la leptynite (plutôt située au niveau des fronts supérieurs) et l'amphibolite (située plus en profondeur et vers le sud de l'emprise).

L'abattage de la roche s'effectue à l'explosif (jusqu'à 8 tirs par mois, représentant entre 70 et 90 tirs par an en moyenne) par gradins de 15 mètres de hauteur. Les matériaux abattus sont repris à l'aide d'engins mécaniques (pelle hydraulique ou chargeur et tombereaux) pour être acheminés vers l'installation de traitement des matériaux du site (opérations de concassage, broyage, criblage, lavage).

Les granulats ainsi confectionnés sont utilisés dans la fabrication des ouvrages du bâtiment, des travaux publics (viabilité, voiries et réseaux divers, béton prêt à l'emploi ...) et dans la construction et l'entretien des voies ferrées.

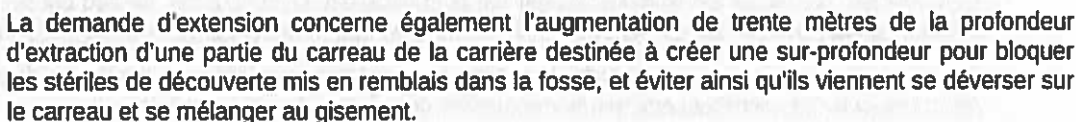
Neuf personnes sont employées sur le site. Le pétitionnaire a également recours à des entreprises extérieures pour le marinage (chargement et transport des déblais provenant de l'abattage jusqu'à la trémie d'alimentation du concasseur primaire) à savoir trois conducteurs d'engins à temps plein, et pour les travaux de minage (deux personnes intervenant de l'ordre d'une à deux fois par semaine).

1.3. Présentation de la demande

La demande présentée par la société CARRIERES DE CLUIS concerne la poursuite de l'exploitation de la carrière pour une durée de 30 ans à un rythme de production identique à celui actuellement autorisé, à savoir 800 000 tonnes par an au maximum.

La demande de renouvellement porte sur l'ensemble de l'emprise foncière actuellement autorisée de 44,5 ha et l'extension sur une surface d'un peu plus de 32 ha. Les terrains demandés en extension sont actuellement occupés par des prairies, des cultures ou des jachères. Seuls 8 ha de cette

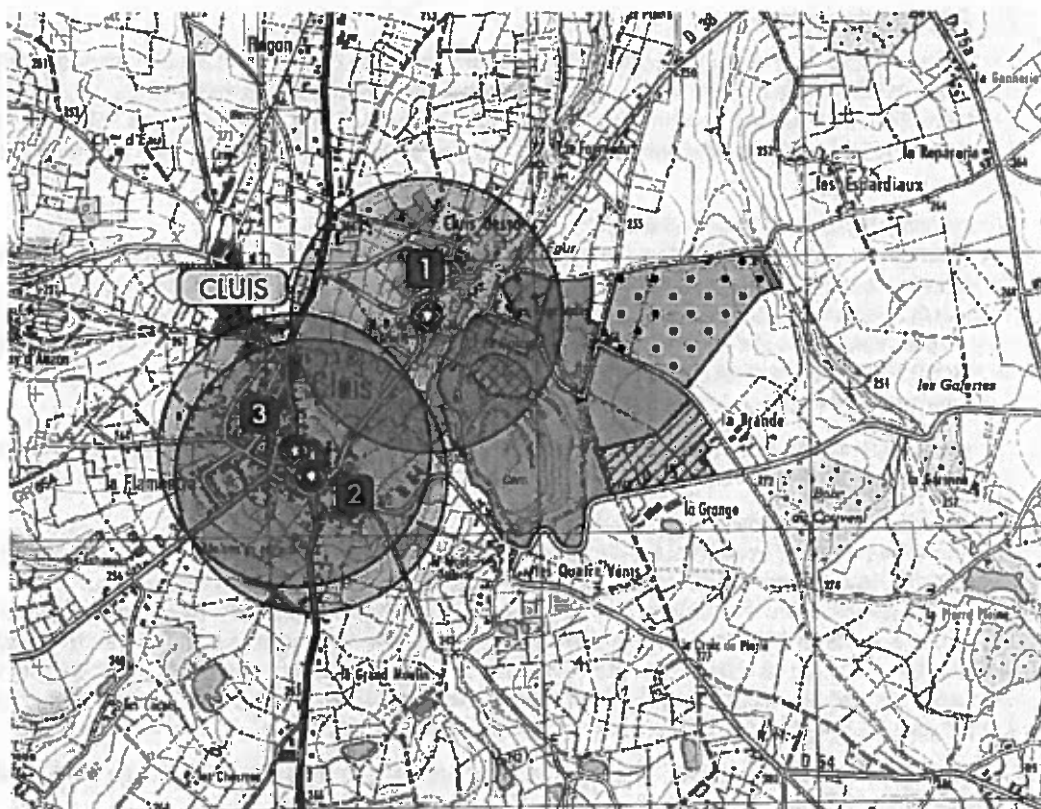
Le pétitionnaire détient, en pleine propriété et par contrats de forage, la maîtrise foncière de l'ensemble des terrains concernés par le projet.



Pour ce qui est du plan d'eau final, le pétitionnaire prévoit qu'avec l'arrêt du pompage d'exhaure, le remplissage de la fosse nécessitera 44 années après la fin de l'exploitation. Dans ces conditions, des travaux de remise en état préalables des parties qui seront inondées à terme sont prévus afin de permettre une meilleure intégration possible du site avant le remplissage définitif de la fosse (écrêtage, modelage, talutage et végétalisation des fronts et des banquettes).

S'agissant de la mise en sécurité du site et son maintien dans le temps, le pétitionnaire prévoit que les dispositifs mis en place durant la phase d'exploitation (merlons, clôture, portail) soient maintenus et entretenus par les propriétaires des terrains concernés.

Le pétitionnaire prévoit à ce titre des dispositions spécifiques d'aménagements paysagers proposées après consultation de l'association pour la Sauvegarde des Sites de Cluis et l'Architecte des Bâtiments de France.



Carte des monuments historiques protégés et de leur périmètre de protection de 500 mètres
(1-Forteresse de Cluis-Dessous ; 2-Manoir de Cluis ; 3-Eglise St Paxent à Cluis)

1.4. Cadre administratif de l'instruction

Le projet déposé par le pétitionnaire constitue une exploitation de carrière soumise au régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2510-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Le dossier constitué selon les dispositions des articles R. 512-2 à R. 512-9 du code de l'environnement a donc été instruit selon les règles de procédure prévues par les dispositions des articles R. 512-14 à R. 512-26 de ce même code.

2. PROCEDURE D'INSTRUCTION

2.1. Avis de l'autorité environnementale

L'autorité environnementale a émis le 2 mai 2016 un avis sur le dossier de demande d'autorisation d'exploiter, avis qui a été joint au dossier lors de l'enquête publique.

Cet avis a conclu que : « Le contenu de l'étude d'impact et de l'étude des dangers est en relation avec l'importance des effets et des risques engendrés par l'installation, compte tenu de son environnement.

Le dossier prend bien en compte les incidences directes, indirectes, permanentes ou temporaires du projet sur l'ensemble des enjeux environnementaux identifiés.

Par ailleurs, au vu des impacts réels ou potentiels présentés, l'étude présente de manière détaillée les mesures pour supprimer, réduire ou compenser les incidences du projet. Ces mesures sont cohérentes avec l'analyse des enjeux environnementaux et les effets potentiels du projet. »

Toutefois, concernant la remise en état du site, l'autorité environnementale ajoute :

« Les mesures proposées sont adéquates pour permettre la réinsertion des terrains dans le contexte environnemental du secteur, et pour mettre en valeur à la fois le patrimoine environnant et développer des milieux naturels intéressants. Néanmoins, l'autorité environnementale estime qu'une mesure de suivi particulière post-exploitation aurait mérité d'être précisée dans le dossier. »

2.2. Enquête publique

L'enquête publique a été prescrite par arrêté préfectoral du 15 avril 2016. Elle s'est déroulée du 24 mai 2016 au 25 juin 2016 inclus, sur le territoire des communes de MOUHERS, CLUIS, sièges de l'enquête ainsi que sur trois communes voisines à savoir GOURNAY, NEUVY-ST-SEPULCRE et ST-DENIS DE JOUHET, après publications légales de l'avis dans la presse et affichage en mairies et sur le site.

Le commissaire enquêteur a fait savoir :

- qu'il avait reçu 22 visites lors de ses trois permanences sur la commune de CLUIS, en précisant toutefois que des mêmes personnes s'étaient présentées à plusieurs permanences ;
- qu'il n'avait reçu aucune visite lors de ses deux permanences sur la commune de MOUHERS ;
- que plusieurs annotations avaient été portées aux registres d'enquête : 6 sur le registre de MOUHERS et 24 sur celui de CLUIS ;
- qu'en complément, 5 lettres lui ont été remises.

Sur ce total de 35 observations, 2 personnes n'ont pas véritablement émis d'avis, 14 sont favorables au projet et 19 sont contre.

Les principales motivations de ces avis sont :

- pour les personnes favorables au projet : la sauvegarde des emplois sur le site et chez les sous-traitants, les emplois indirects générés, les besoins en matériaux de qualité de ce type ;
- pour les personnes défavorables au projet : les tirs de mines et les vibrations ressenties (et les craintes sur la dégradation des habitations alentours), les émissions de poussières (bien que tout le monde s'accorde à constater une amélioration de la situation ces dernières années) et leurs éventuels risques sur la santé, la détérioration des paysages, le bruit généré par l'exploitation, et la proximité du site historique des ruines du Château de Cluis-Dessous.

Le procès-verbal de synthèse établi par le commissaire enquêteur a été remis au pétitionnaire le 29 juin 2016.

2.3.. Réponses apportées par le pétitionnaire et commentaires du Commissaire Enquêteur

Un mémoire en réponse du pétitionnaire aux observations du public et du commissaire enquêteur a été établi et transmis au commissaire enquêteur le 7 juillet 2016 par courrier électronique (puis le 11 juillet 2016 par courrier) dont les principaux éléments sont repris ci-dessous.

- *Tirs de mines et ressenti des vibrations*

⇒ **Commentaire du commissaire enquêteur :**

« J'ai assisté à ma demande à un tir de mine le 27 juin 2016. J'étais stationné à la sortie du bourg de Cluis en direction du Moulin de Jallerat. [...] Je n'ai pas ressenti de vibrations au sol, mais j'ai bien entendu l'explosion et ressenti les vibrations de l'air qui l'accompagnent. Le ressenti face à ces tirs est personnel, mais il peut y avoir amalgame avec les vibrations dues au souffle qui peuvent donner les mêmes impressions et faire trembler les vitres des habitations. »

⇒ **Réponse du pétitionnaire :**

Concernant le ressenti des tirs, le pétitionnaire rappelle que les techniques de tirs actuelles ont notablement évolué et permettent de maîtriser au mieux le niveau des vibrations engendrées. Il présente les résultats des contrôles des niveaux de vibrations effectués lors de chaque tir et souligne que ceux-ci respectent systématiquement la valeur seuil fixée dans l'arrêté préfectoral (cette valeur étant plus contraignante que la valeur seuil fixée dans la réglementation nationale). Il précise également que plus de la moitié des tirs n'ont pas déclenché les sismographes (en 2014 et 2015) du fait du trop faible niveau de vibrations.

Le pétitionnaire remarque que le ressenti des tirs par les riverains est bien souvent associé à l'effet de surpression aérienne due à la détente rapide des gaz générés par le tir à travers les fissures du massif rocheux.

Le pétitionnaire rappelle par ailleurs que l'énergie qui est consommée en vibrations ne l'est pas pour l'abattage de la roche et qu'il n'a donc aucun intérêt à émettre un niveau élevé de vibrations.

Il propose enfin que la position des sismographes soit choisie au besoin avec les municipalités et les riverains concernés.

Concernant les effets des tirs sur les constructions, le pétitionnaire précise qu'ils sont déterminés essentiellement à partir des fréquences des vibrations et que celles mesurées lors des tirs n'entrent

pas dans les gammes de fréquences présentant des risques pour les éléments de structure des habitations.

- *Émissions de poussières*

⇒ Commentaire du commissaire enquêteur :

« [...] même si tous reconnaissent que des efforts importants ont déjà été faits, [les avis exprimés indiquent] qu'il y a encore des moments très poussiéreux, surtout lors des périodes de décapage et de transport des stériles. Les moyens mis en œuvre pour mesurer les poussières alentours ne sont pas ressentis comme crédibles ou du moins représentatifs. »

⇒ Réponse du pétitionnaire :

Le pétitionnaire indique que des suivis des retombées de poussières sont régulièrement réalisés depuis de nombreuses années et que les résultats montrent un respect de la valeur seuil fixée dans l'arrêté. Il précise que ces suivis sont effectués à des fréquences plus élevées que ce que prévoit la réglementation (fréquence mensuelle en période estivale au lieu d'un suivi annuel), sur un nombre de points de prélèvements plus important que ce que prévoit l'arrêté préfectoral (8 points au lieu de 4) et que la valeur seuil fixée dans l'arrêté est extrêmement basse.

Il confirme toutefois sa volonté de maintenir ces dispositions relatives au suivi des retombées de poussières. Il s'engage également à maintenir l'ensemble des dispositifs mis en place pour limiter les envois de poussières et poursuivre la démarche d'amélioration engagée depuis plusieurs années sur le sujet et reconnue malgré tout par les riverains.

Il précise enfin que le risque d'exposition aux poussières des salariés a été évalué conformément aux dispositions du code du travail et peut être considéré comme faible ce qui garantit une absence de risque pour les riverains.

- *Détérioration des paysages*

⇒ Commentaire du commissaire enquêteur :

« La proximité du village de Cluis et des hameaux alentours est également le résultat de l'essor de cette carrière, même si les distances réglementaires sont respectées, les habitations les plus proches sont forcément plus exposées.

La vue que l'on découvre en empruntant les routes qui bordent la carrière est impressionnante malgré la végétation et les merlons qui ceinturent le site, on distingue nettement les fronts de taille.

L'altération de la ligne d'horizon suite aux versées de stériles est un point important dans ce dossier, il est vrai que le stockage des stériles de découverte est un problème pour tout le monde, certes, il faut bien les mettre quelque part, mais il convient de respecter au mieux les courbes naturelles et accélérer la remise en végétation de ces versées qui sont d'aspect lunaire. »

⇒ Réponse du pétitionnaire :

Le pétitionnaire considère avant toute chose que la perception du paysage fait appel à une sensibilité et des critères personnels de l'observateur et que la carrière fait partie, quelle que soit l'appréciation que l'on en a, du paysage local.

Il indique avoir conscience que l'impact visuel et paysager actuel sera modifié par le projet même si ce dernier n'introduira pas de nouvel élément d'artificialisation dans le paysage puisque les fronts et les surfaces minérales existent déjà dans le cadre de l'exploitation actuelle.

Il précise que les modifications liées à l'extraction seront visibles essentiellement depuis Cluis et la route de Cluis-Dessous, et celles liées à la versée située au nord-ouest depuis le Château de Cluis-Dessous. C'est la raison pour laquelle il indique avoir fait appel à un paysagiste spécialisé dans la conception des aménagements paysagers proposés de façon à intégrer au mieux le site dans son environnement. Il rappelle que ces propositions d'aménagements ont été présentées à l'association pour la Sauvegarde des Sites de Cluis et à l'Architecte des Bâtiments de France en amont du dépôt du dossier.

- *Bruit*

⇒ Commentaire du commissaire enquêteur :

« Le bruit de l'activité d'exploitation est évoqué, mais il est dit surtout gênant l'été si l'activité démarre tôt, ainsi que les rotations de camions, bien sûr, en fonction de la direction du vent le bruit n'est pas ressenti partout de la même façon. Il a quand même été dit que le bruit de la carrière est moins important que par le passé. »

⇒ Réponse du pétitionnaire :

L'exploitant présente les résultats des mesures de bruit effectuées ces dernières années qui montrent qu'aucun dépassement des valeurs limites n'a jamais été constaté.

Il indique que les simulations effectuées dans le cadre du dossier pour tenir compte du déplacement de certaines activités (extraction, verse à stériles) confirment que la situation actuelle ne sera pas modifiée et qu'aucun dépassement des valeurs limites n'est prévu compte tenu des mesures existantes (bardage des installations, merlons ...) et celles prévues (extension des merlons).

- *Proximité des ruines du Château de Cluis-Dessous*

⇒ Commentaire du commissaire enquêteur :

« La proximité immédiate des ruines du Château de Cluis-Dessous, site classé emblématique, est, il est vrai, pour le moins surprenant. Lorsque cette carrière est apparue ici, les ruines n'avaient sans doute pas la même importance pour les habitants de Cluis.

Aujourd'hui cette carrière a considérablement évolué et est devenue un site industriel important en co-visibilité avec les ruines en fonction de l'endroit où l'on se positionne. D'après la présidente de l'Association pour la Sauvegarde des Sites de Cluis la carrière se trouve en situation illégale ! »

⇒ Réponse du pétitionnaire :

Le pétitionnaire renvoie vers ses commentaires relatifs aux aspects paysagers indiqués ci-dessus. Il les complète en indiquant que dans le cadre du projet, les opérations d'extraction s'éloignent des ruines du Château, en dehors du périmètre de protection.

En effet, le pétitionnaire précise que le rayon de protection du Château recoupe une partie de l'emprise de la carrière actuelle ainsi que l'extension destinée à l'agrandissement de la verse à stériles d'une part et celle destinée à l'extension de la plate-forme technique d'autre part. Le reste de l'extension (zone d'extraction et nouvelle zone de stockage des stériles) se situe en dehors du périmètre de protection.

Le pétitionnaire ajoute que le projet prévoit que l'extension de la verse à stériles existante fasse l'objet d'un traitement spécifique destiné à lui donner un modelé paysager et à mettre en place des aménagements visant à la mise en valeur du château (comme la création d'un belvédère) avec une réalisation de ces aménagements dans un délai de 5 ans.

Le pétitionnaire rappelle enfin que les propositions d'aménagement de la verse à stériles ont été présentées à l'association pour la Sauvegarde des Sites de Cluis et à l'Architecte des Bâtiments de France en amont du dépôt du dossier et qu'à aucun moment l'association n'a manifesté son opposition à ces aménagements ou fait d'autres propositions.

2.3. Avis du commissaire enquêteur

Le commissaire enquêteur considère, dans ses conclusions datées du 20 juillet 2016, que le site est exploité depuis fort longtemps et qu'il est dans sa configuration de production actuelle depuis une vingtaine d'années environ. Il estime que le site fait désormais partie du paysage et que les habitants s'y sont habitués même s'il ne peut être nié les nuisances dues à son exploitation. Il souligne qu'un investissement considérable a récemment été réalisé sur le site pour l'amélioration de la productivité certes mais aussi pour réduire l'impact sur l'environnement. Il indique enfin que les aménagements paysagers des verses à stériles ont été décidés en concertation avec les représentants de l'association de mise en valeur des sites environnants.

Aussi, compte tenu de ces éléments, des éléments du dossier et des engagements pris par le pétitionnaire dans son mémoire en réponse notamment, le commissaire enquêteur émet un avis favorable motivé au projet de renouvellement et d'extension de la carrière objet du présent rapport, assorti d'une recommandation relative au suivi des engagements pris par la société par la commission de suivi du site.

2.4. Avis des conseils municipaux

Au jour de la rédaction du présent rapport, seules les délibérations des conseils municipaux des communes de CLUIS, MOUHERS et SAINT-DENIS-DE-JOUHET, en date respectivement des 27 mai 2016, 1^{er} juin 2016 et 17 juin 2016, ont été reçues.

Tous ont émis un avis favorable au projet sans aucune réserve.

2.5. Avis des services et organismes consultés

2.5.1. En application de l'article R. 512-21-I du code de l'environnement

- Avis de l'INAO

Dans son avis du 29 avril 2016, l'INAO indique que l'activité projetée n'a aucune incidence sur les AOP (Appellation d'Origine Protégée) et les IGP (Indication Géographique Protégée) concernées et n'a en conséquence aucune objection à la réalisation de ce projet.

2.5.2 En application de l'article R. 512-21-II du code de l'environnement

- Avis de la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) du Centre-Val de Loire – Service régional de l'archéologie

Le service régional de l'archéologie informe, dans son courrier du 31 mai 2016, qu'au regard de la superficie importante des terrains concernés par le projet (aussi bien les nouvelles parcelles qui seront exploitées que les parcelles sur lesquelles seront stockés les matériaux stériles et qui feront l'objet d'un décapage préalable) le projet donnera lieu à des prescriptions archéologiques préventives. À cet égard, un arrêté définissant les modalités de saisine du préfet de région a été pris le 31 mai 2016.

⇒ Commentaire de l'inspection des installations classées

Conformément aux dispositions de l'article R. 523-17 du code du patrimoine, le projet d'arrêté prévoit (aux articles 1.1.1 et 2.4.3) que l'exécution de ces prescriptions soit un préalable à la réalisation du projet et reprend les modalités de saisine.

- Avis de la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) du Centre-Val de Loire – Service territorial de l'architecture et du patrimoine de l'Indre

L'Architecte des Bâtiments de France (ABF) indique dans son avis du 25 mai 2016 que les zones demandées en extension et destinées au dépôt des terres de découverte, ainsi que le secteur destiné à l'agrandissement des zones de stockage des matériaux, sont situées en zone « N » (zone naturelle et agricole) de la carte communale de MOUHERS et visibles depuis le Château de Cluis-Dessous. Il conclut en indiquant qu'« Afin de préserver les atouts et le capital que représentent les paysages, les sites, les milieux naturels, urbains ou architecturaux, développer l'attractivité du potentiel patrimonial, valoriser les ressources historiques et culturelles de la commune (voir objectif carte communale de Mouhers p.9), [ces] zones ne seront pas modifiées et resteront en prairie. »

⇒ Commentaire de l'inspection des installations classées

Les zones destinées au stockage des matériaux stériles d'extraction sont constituées en réalité de 2 sous-zones distinctes :

- une zone (située au nord-ouest du site) qui vient en extension de la zone de stockage actuelle et située dans le périmètre de protection du Château de Cluis-Dessous ;
- et une nouvelle zone de stockage des matériaux stériles d'extraction à créer, située elle au nord-est du site et en dehors du périmètre de protection.

Pour tenir compte de ce contexte, le pétitionnaire détaille dans son dossier les aménagements spécifiques qu'il prévoit pour ces zones de stockage, et en particulier ceux de la zone située dans le périmètre de protection du Château de Cluis-Dessous, qui peuvent de la sorte contribuer à la mise en valeur du patrimoine environnant (en créant de nouveaux points de vue par exemple). Et au final, les terrains retrouveront une vocation agricole et bocagère.

Toutefois, afin de tenir compte de l'avis de l'ABF, le projet d'arrêté interdit (à l'article 1.2.3) toute modification ou tout aménagement des zones demandées en extension (et destinées au stockage des matériaux et des matériaux stériles d'extraction) situées à l'intérieur du périmètre de protection de 500 mètres du Château de Cluis-Dessous.

- Avis de la Direction Départementale des Territoires (DDT) de l'Indre

La DDT, dans son courrier daté du 13 juin 2016 émet un avis défavorable au motif que le projet :

- n'est pas compatible avec le zonage de la carte communale de MOUHERS,
- ne présente pas l'étude des possibilités de restauration des zones impactées,
- ne prévoit pas de mesures compensatoires pour la zone humide détruite pendant la période d'exploitation.

⇒ Réponse du pétitionnaire

Compte du caractère défavorable, les éléments de cet avis ont été communiqués au pétitionnaire qui a apporté les éléments de réponse dans un mémoire transmis le 23 juin 2016.

→ Concernant l'urbanisme, le pétitionnaire joint les extraits du règlement de la carte communale de MOUHERS approuvée le 12/08/2004 et révisée le 11/05/2009.

Le règlement de la zone « N » transmis autorise explicitement « les installations incompatibles avec le voisinage des zones habitées (activités nuisantes, carrières par exemple) ». De plus, le pétitionnaire joint également un extrait du rapport de présentation de la révision de la carte communale qui prévoit notamment la création d'une zone « A » à l'intérieur de l'emprise de la carrière pour permettre les constructions ou installations relevant du code de l'urbanisme. Enfin, il rappelle que l'activité de carrière peut être considérée comme relevant de la mise en valeur des ressources naturelles et donc acceptable dans ce type de zone en application de l'article R. 161-4 du code de l'urbanisme.

→ Concernant la suppression d'une zone humide et l'absence de mesures compensatoires, le pétitionnaire apporte tout d'abord des précisions quant aux superficies réellement impactées. Il rappelle que sur les 3,2 ha de zone humide potentiellement impactées, seuls 2 ha sont réellement concernés compte tenu de la mesure d'évitement prévue. Puis il indique que des mesures compensatoires sont bien proposées et cite à l'appui les chapitres concernés de l'étude d'impact. Il précise enfin que certaines de ces mesures pourront être réalisées rapidement de façon à ce que la compensation soit effective avant la disparition de la zone.

Les éléments de réponse du pétitionnaire ont été transmis par l'inspection des installations classées à la DDT le 4 juillet 2016.

⇒ Commentaire de l'inspection des installations classées

La mesure d'évitement de la zone humide portant sur 1 ha est prescrite au point (5) de l'article 2.1.2.1 du projet d'arrêté. Les mesures compensatoires pour la destruction d'une zone humide telles que prévues dans le dossier sont prescrites au point (14) de l'article 2.1.2.3 du projet d'arrêté, dont certaines sont assorties d'un délai de réalisation (1 à 5 ans) fixé à l'article 10 du projet d'arrêté.

• Avis du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS)

Le SDIS, dans son avis du 22 juillet 2016, indique que les éléments du dossier démontrent que l'accessibilité aux engins de secours et la défense extérieure contre l'incendie du site sont satisfaisantes, et assortit toutefois son avis de prescriptions à respecter.

⇒ Commentaire de l'inspection des installations classées

L'ensemble des prescriptions du SDIS est repris dans le projet d'arrêté, que ce soit en matière d'accessibilité (article 7.3.1), que de moyens d'interventions ou de consignes d'urgence (chapitre 7.5).

2.5.3 En application de l'article R. 512-21-IV du code de l'environnement

• Avis de l'Agence Régionale de Santé (ARS) du Centre-Val de Loire

L'ARS a été consultée dans le cadre de l'élaboration de l'avis de l'autorité environnementale. L'ARS a ainsi fait part de ses observations par courrier du 14 mars 2016. Elle y indique notamment :

→ que la qualité des eaux des forages d'alimentation en eau potable, suivie depuis une trentaine d'années par l'ARS n'a jamais subi de fluctuation confirmant l'absence d'impact de la carrière sur la ressource en eau ;

→ qu'en matière d'évaluation des risques sanitaires, l'étude conclut, puisqu'il y a peu ou pas de risques pour les salariés, que les risques pour la population environnante sont encore plus faibles donc inexistantes. Or l'ARS relève que les salariés sont généralement installés dans leurs engins de chantier (en milieu confiné et climatisé) et que les taux d'empoussièrement mesurés ne reflètent donc pas les taux d'empoussièrement sur site. Des mesures sur site et une simulation des poussières inférieures ou égales à PM_{2,5} auraient donc été les bienvenues.

⇒ Commentaire de l'inspection des installations classées

Des mesures d'exposition des salariés aux poussières (inhalables et alvéolaires) ont effectivement été effectuées sur l'ensemble du personnel, y compris le personnel amené à circuler à pied autour des installations (comme le chef de carrière par exemple). L'évaluation des risques conclut à un risque faible.

Par ailleurs, la nouvelle réglementation applicable en matière de contrôle du niveau d'empoussièrément des carrières prévoit désormais une mesure de la part des particules PM10, mais uniquement au niveau des rejets canalisés équipés de dispositifs dont la capacité d'aspiration est supérieure à 7000 m³/h, ce qui n'est pas le cas du site des Carrières de Cluis.

2.5.4 Autres avis

- Conseil départemental – Directions des Routes

Par courrier du 8 juillet 2016, la Direction des Routes du Conseil Départemental de l'Indre indique qu'elle émet un avis **favorable** au projet dans la mesure où les conditions d'accès au site sont inchangées et que les conditions de visibilité sont satisfaisantes. Elle fait également savoir que le pétitionnaire devra s'acquitter auprès du Département d'un coût annuel d'entretien des chaussées au prorata du tonnage exploité au travers d'une convention à établir entre le pétitionnaire et le Département.

⇒ Commentaire de l'inspection des installations classées

Le courrier du Conseil Départemental a été transmis au pétitionnaire le 19 août 2016.

3. MESURES PRISES POUR PRESERVER L'ENVIRONNEMENT DU SITE

3.1. Dispositions retenues dans l'arrêté en référence au dossier déposé par le pétitionnaire

3.1.1. Protection des eaux

Le site n'est situé dans aucun périmètre de protection de captage d'eau potable, et aucun forage ni aucun prélèvement dans la Bouzanne ne sont nécessaires pour l'exploitation de la carrière.

Pour permettre son exploitation à sec, les eaux souterraines (dont le débit est négligeable au regard des apports météoriques) et de ruissellement sont recueillies en fond de fouille pour y être décantées. Ces eaux sont ensuite pompées pour être utilisées, en circuit fermé, au niveau de l'installation de traitement des matériaux (lavage, abattage des poussières) mais également pour l'arrosage des pistes, le lavage des engins et des roues des camions (représentant un prélèvement de l'ordre de 25 000 m³ par an environ).

L'excédent, représentant un volume de l'ordre de 240 000 m³ par an en moyenne, est rejeté dans la Bouzanne, constituant un rejet conséquent au regard du régime hydrologique de ce cours d'eau.

Les impacts potentiels présentés par le projet sont :

- le risque de pollution des eaux de la fouille par déversement accidentel d'hydrocarbures lié à la présence d'engins et au stockage d'hydrocarbures ;
- le risque de pollution des eaux de la fouille par la mise en remblais de matériaux extérieurs dans le cadre de la remise en état ;
- le risque de dégradation de la qualité des eaux de la Bouzanne lié au rejet des eaux d'exhaure.

Afin de prévenir ces risques, les mesures suivantes (reprises dans le projet d'arrêté) seront maintenues ou mises en place selon le cas :

- ravitaillement l'entretien des engins sur une aire étanche reliée à un séparateur d'hydrocarbures, vérifié et vidangé régulièrement (articles 7.4.5 et 4.3.3) ;
- le contrôle annuel de la qualité des eaux en sortie du séparateur (article 4.3.9) ;
- le stockage des hydrocarbures sur rétention (article 7.4.3) ;
- la mise en place d'une procédure d'accueil des matériaux inertes extérieurs avant leur mise en remblai (article 2.5.3.4) ;
- le suivi quantitatif des volumes rejetés dans la Bouzanne (article 4.3.4) ;
- le contrôle semestriel de la qualité des eaux rejetées dans la Bouzanne ainsi que de la qualité des eaux de la Bouzanne en amont et en aval du point de rejet (article 9.2.3 et 9.2.4).

3.1.2. Prévention et protection contre les envois de poussières

Les émissions de poussières sur la carrière sont principalement dues :

- aux opérations de décapage des terres de découvertes et des stériles,
- aux opérations de foration et de tirs de mines pour l'abatage de la roche,
- au transport des matériaux à l'intérieur du site (circulation des engins),
- à la mise en remblais des matériaux stériles et des matériaux inertes extérieurs,

- au traitement des matériaux dans l'installation (concassage, broyage, criblage),
- aux envois des matériaux les plus fins au niveau des stocks.

La méthode d'exploitation et le rythme de production restant inchangés, ces sources potentielles de poussières resteront donc identiques. Par contre, l'extension de la zone d'extraction et la création d'une nouvelle zone de stockage des matériaux stériles auront pour conséquence un rapprochement ou un éloignement (selon les cas) de certaines sources de poussières vis-à-vis des zones habitées.

L'extraction du gisement en fosse, la localisation de l'installation de traitement des matériaux sur une plate-forme en décaissée par rapport au terrain naturel et le maintien des merlons et des structures végétales périphériques contribuent en premier lieu à confiner une partie des émissions de poussières.

Des dispositions complémentaires visant à limiter les envois de poussières sont déjà en place et seront maintenues, voire complétées, dans le cadre du projet. Ces dispositions sont reprises dans le projet d'arrêté (aux articles 3.1.4 et 3.1.5) et sont principalement les suivantes :

- les engins de foration sont équipés de dispositifs permettant la récupération des poussières ;
- la plupart des postes de l'installation de traitement sont bardés et/ou capotés, l'ensemble des convoyeurs est capoté, des dispositifs d'abattage des poussières et des dépoussiéreurs sont en place et pourront le cas échéant être complétés ;
- les pistes et les plates-formes sont arrosées en cas de besoin ;
- le stockage des éléments les plus fins est effectué dans des silos, et à défaut des mesures sont prises vis-à-vis des stocks (localisation et arrosage) ;
- les opérations de décapage sont effectuées en dehors des périodes de fort vent et de sécheresse (opérations également interdites de début mars à fin juillet correspondant à la période de nidification).

Afin de vérifier l'efficacité de ces mesures, un réseau de mesures des retombées de poussières est mis en place dans l'environnement du site. Les résultats de ces dernières années montrent que la valeur seuil fixée dans l'arrêté préfectoral d'autorisation actuel (qui est inférieure à la valeur habituellement retenue) est respectée.

À noter que, compte tenu de l'évolution de la réglementation à ce sujet, la méthode de prélèvement et les points d'implantation doivent être modifiés par rapport au réseau de surveillance actuel. Au final, 7 points de mesure situés à proximité immédiate du site et au niveau des plus proches habitations situées sous les vents dominants seront contrôlés.

3.1.3. Protection de la faune et de la flore

Les milieux concernés par l'exploitation de la carrière sont principalement composés (en dehors des surfaces déjà en cours d'exploitation) de zones cultivées (ou de jachères récentes) et de prairies pâturées. Quelques haies buissonnantes et une friche prairiale, dont une partie est qualifiée de zone humide sont aussi directement concernées (zone de stockage des matériaux inertes).

Au cours de l'élaboration du dossier, il a été recensé par le pétitionnaire :

- la présence de deux espèces florales vues à proximité d'un linéaire de haie à l'est de l'emprise actuelle qui, bien que non protégées, sont classées en danger d'extinction sur la liste rouge régionale des espèces menacées ;
- concernant la faune, la présence de différentes espèces d'intérêt patrimonial, liée notamment à la diversité des milieux qu'offre le site actuel (bassins de fond de fosse, fronts de taille et zone de remblais récents).

Aussi, afin de prendre en compte les effets de son projet, le pétitionnaire prévoit un certain nombre de mesures d'insertion du projet respectant la séquence « éviter, réduire, compenser » :

- évitement des principales zones d'intérêt de l'emprise prévue : les boisements, les haies arborées, les prairies du nord-ouest, la partie fonctionnelle de la zone humide de la friche prairiale, la ripisylve¹ de la Bouzanne et les anciens fronts de taille seront maintenus en l'état ;
- réduction des impacts sur la faune en interdisant les dépôts de matériaux à moins de deux mètres des haies préservées, en réalisant les opérations de décapage en dehors de la période de nidification et les travaux d'exploitation des fronts les plus proches des anciens fronts occupés (par le Grand-duc d'Europe) en dehors de la période de reproduction de cette espèce ;

¹ ripisylve = bande boisée située le long d'un cours d'eau

→ compensation de la destruction des stations des espèces florales classées en danger d'extinction en créant un conservatoire de ces plantes (avec récolte des graines des plantes impactées) sur un secteur voisin.

Différentes mesures d'accompagnement sont également prévues, à la fois pour gérer de façon écologique les zones préservées, et à la fois pour aménager les zones déjà exploitées ou utilisées pour la dépose de matériaux.

L'ensemble de ces dispositions est repris dans le projet d'arrêté (article 2.1.2).

3.1.4. Préservation des paysages

La carrière est située au cœur d'un paysage de cultures et de prairies aux faibles mouvements de reliefs. À l'ouest et au sud du site, deux zones sensibles sont identifiées : le Château de Cluis-Dessous, mais également le village de Cluis, qui dominant le site. Quelques habitations isolées dominent également la carrière dans ces zones. L'environnement au nord et à l'est est par contre exclusivement agricole.

Les effets du projet sont une modification des caractéristiques paysagères du secteur mais également des perceptions visuelles durant l'exploitation et après la remise en état avec notamment la création de zones de stockage des matériaux stériles modifiant le relief et la vue depuis le château de Cluis-Dessous, ainsi que l'agrandissement de la zone en chantier et du linéaire de front visibles.

Pour rappel, une partie de l'emprise du site se situe dans le périmètre de protection réglementaire des ruines de la forteresse de Cluis-Dessous, et des dispositions spécifiques d'aménagements paysagers ont donc été prévues par le pétitionnaire, aussi bien durant la phase d'exploitation qu'au terme de l'autorisation demandée.

Concernant les mesures prévues durant la phase d'exploitation : le remodelage de la verse à stériles actuelle et la végétalisation des merlons notamment sont de nature à limiter les vues sur le site et à favoriser l'intégration du projet dans l'environnement.

Concernant le réaménagement final du site, les travaux de modelés (modelage des fronts visibles et des verses à stériles) et de plantations notamment permettent un réaménagement à vocation à la fois écologique et paysagère avec une mise en valeur du patrimoine environnant par la création de nouveaux points de vue, y compris sur le Château de Cluis-Dessous.

L'ensemble de ces dispositions est repris dans le projet d'arrêté (articles 2.2. et 2.5.3 notamment). De plus, pour tenir compte de l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France émis évoqué plus haut, le projet d'arrêté interdit toute modification et tout aménagement au droit des parcelles demandées en extension et correspondant à l'extension de la zone de stockage des matériaux stériles actuelle et à la création d'une nouvelle plate-forme de stockage des matériaux (article 1.2.3) à l'intérieur du périmètre de protection de 500 mètres autour du Château de Cluis-Dessous.

3.1.5. Prévention des nuisances sonores

Les émissions sonores générées par la carrière ont pour origine les engins évoluant sur le site et le fonctionnement de l'installation de traitement des matériaux.

La méthode d'exploitation et le rythme de production restant inchangés, ces sources de bruit resteront donc identiques. Par contre, comme pour les émissions de poussières, l'extension de la zone d'extraction et la création d'une nouvelle zone de stockage des matériaux stériles auront pour conséquence un rapprochement ou un éloignement (selon les cas) de certaines de ces sources vis-à-vis des zones habitées.

Le confinement des activités d'extraction et l'encaissement de la plate-forme des installations permettent toutefois de limiter la propagation du bruit.

Des mesures complémentaires sont néanmoins mises en œuvre (et maintenues dans le cadre du projet) pour limiter les niveaux sonores engendrés telles que :

- la mise en place de merlons de 3 mètres de hauteur en bordure des zones en cours d'extraction,
- le bardage double peau avec isolation phonique du concasseur primaire et des broyeurs,
- l'équipement des cribles de grilles en caoutchouc,
- l'équipement des engins d'avertisseurs de recul de type « cri du lynx ».

L'ensemble de ces dispositions est repris dans le projet d'arrêté (article 6.1.1).

Les résultats des dernières campagnes de mesures de bruit ainsi que les modélisations effectuées dans le cadre du projet montrent que les valeurs seuils continueront à être respectées, tant en terme d'émergence que de niveau sonore en limite de propriété.

Un contrôle annuel (ou trisannuel) de ces niveaux sonores (limite de propriété et émergence) est cependant prévu (article 9.2.6).

3.1.6. Prévention des vibrations émises lors des tirs de mines

Compte tenu des techniques actuelles mises en œuvre lors des tirs de mines (recours à des détonateurs à micro-retard par exemple), la principale mesure prévue consiste à respecter strictement le plan de tir et d'amorçage qui aura été défini en tenant compte des caractéristiques du gisement et de l'objectif recherché.

Pour cela, l'exploitant a recours à un prestataire spécialisé et du personnel qualifié.

À noter que l'utilisation de détonateurs à micro-retard permet effectivement de limiter les vibrations en fractionnant la charge totale d'explosifs utilisée lors d'un tir en charges unitaires réduites, qui sont mises à feu successivement avec un léger décalage dans le temps. L'onde de choc est ainsi décomposée. D'autres techniques d'amorçage et de mise à feu, telles que la bi-détonation, permettent, si nécessaire, de fractionner davantage la charge unitaire.

Un contrôle systématique des vibrations au niveau des habitations les plus proches est effectué lors de chaque tir. Les résultats de ces dernières années montrent qu'aucun dépassement de la valeur seuil fixée dans l'arrêté (inférieure à la valeur seuil définie par arrêté ministériel) n'a jamais été enregistré.

Dans le cadre du projet, compte tenu du déplacement de la zone d'extraction, les points de contrôle seront complétés et la mesure systématique des niveaux de vibrations maintenue (article 9.2.7).

3.1.7. Garanties financières

Les garanties financières sont exigées par l'article L. 516-1 du code de l'environnement.

Pour les carrières, elles correspondent au coût des travaux de remise en état s'ils étaient réalisés par une entreprise extérieure, et non par l'exploitant lui-même. Cette obligation est destinée à permettre la prise en charge des frais occasionnés par les travaux de remise en état après exploitation en cas de défaillance de l'exploitant.

Le montant est déterminé selon les règles de calcul définies dans l'arrêté du 9 février 2004 modifié.

Au jour de l'autorisation, il y aura 30 années d'exploitation à garantir, qui comprendront 6 périodes de 5 ans. À chaque période quinquennale correspond un montant de garanties financières représentant le coût maximal de la remise en état du site durant la période considérée.

Le montant et les modalités de calcul proposés par le pétitionnaire dans son dossier n'appellent pas de remarques particulières de la part de l'inspection des installations classées à l'exception des 2 points suivants :

- conformément à la réglementation applicable, le montant des garanties financières retenu dans le projet d'arrêté est bien celui représentant le coût maximal de la remise en état du site pour chaque période (et non pas celui représentant le coût de la remise en état à la fin de la période considérée comme le propose parfois le pétitionnaire) ;
- l'indice TP01 ayant servi de base à la détermination des garanties financières est le dernier indice connu à la date de rédaction du présent rapport, à savoir celui de juillet 2016 (paru au JO le 13/10/2016).

Le tableau de l'article 1.6.2.1 du projet d'arrêté détaille le montant de garanties financières à constituer pour chaque période quinquennale compte tenu de ces éléments ainsi que les modalités d'actualisation de ces montants au fil du temps.

3.2. Propositions supplémentaires introduites dans l'arrêté

Des dispositions supplémentaires sont retenues dans le projet d'arrêté préfectoral d'autorisation au regard des questions et des préoccupations soulevées au cours de l'instruction du dossier. Elles

concernent certaines préoccupations des riverains soulevées au cours de l'enquête publique mais également des services de l'État consultés.

Ces dispositions sont complétées des propositions de l'inspection des installations classées résultant de l'analyse de ces différents éléments.

3.2.1. Renforcement des dispositions relatives au rejet des eaux d'exhaure dans la Bouzanne

Les données dont dispose actuellement la DREAL sur l'état hydrobiologique de la Bouzanne mettent notamment en évidence la présence, au droit du projet, d'espèces caractéristiques de cours d'eau très peu pollués. La préservation de l'état écologique de ce tronçon de la Bouzanne est un enjeu important en lien avec le rejet des eaux de la carrière.

Aussi le projet d'arrêté prévoit-il

- un abaissement du débit de rejet maximal autorisé à 60 m³/h dans un premier temps en période d'étiage (entre juin et septembre) (article 4.3.4)
- un abaissement de la valeur seuil en MES (matières en suspension) des eaux rejetées à 25 mg/l (au lieu des 35 mg/l actuels) correspondant à la limite du « bon état » des cours d'eau (article 4.3.10) ;
- un renforcement du suivi de certains paramètres physico-chimiques (MES, pH, température) au niveau du point de rejet mais également en amont et aval immédiat du point de rejet (surveillance mensuelle en période d'étiage) (articles 9.2.3 et 9.2.4).

3.2.2. Surveillance des retombées de poussières

Afin de répondre aux préoccupations des riverains quant aux émissions de poussières, le projet d'arrêté prévoit que le réseau de surveillance des retombées de poussières soit renforcé (article 9.2.1) et la valeur seuil à respecter abaissée à 350 mg/m³/jour au lieu des 500 mg/m³/jour prévus (article 3.2.2.).

3.2.3. Préservation des paysages et du patrimoine

Afin de tenir compte de l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France émis dans le cadre de la procédure, le projet d'arrêté interdit toute modification et tout aménagement au droit des parcelles demandées en extension et correspondant à l'extension de la zone de stockage des matériaux stériles actuelle et à la création d'une nouvelle plate-forme de stockage des matériaux (article 1.2.3) à l'intérieur du périmètre de protection de 500 mètres autour du Château de Cluis-Dessous.

À noter toutefois que si le pétitionnaire était amené à proposer un aménagement de nature à répondre aux attentes de l'Architecte des Bâtiments de France, la suppression de cette disposition pourra être demandée et faire l'objet, le cas échéant, d'un arrêté préfectoral complémentaire.

3.2.4. Remise en état

Compte tenu de la spécificité des dispositions de remise en état, l'article 2.5.2 du projet d'arrêté prévoit qu'un suivi des volumes d'eau d'exhaure rejetés dans la Bouzanne soit réalisé de façon à ce que le pétitionnaire s'assure que la durée prévisible de remplissage du plan d'eau calculé au vu de ces volumes reste cohérente avec celle estimée (44 ans). À défaut, le pétitionnaire devra proposer des mesures compensatoires (arrêt des extractions plus tôt, suppression des stockages des matériaux stériles et remblayage du plan d'eau etc.).

4. AVIS DU SERVICE INSTRUCTEUR

Considérant que l'examen de ce dossier fait ressortir

- que cette demande d'autorisation a fait l'objet de la procédure réglementaire complète d'instruction telle que prévue aux articles R. 512-2 à R. 512-24 du code de l'environnement ;
- que le commissaire enquêteur a émis un avis favorable au projet ;
- que les services consultés au cours de la procédure ont soit émis un avis favorable, soit émis des réserves dont il a été tenu compte dans la rédaction du projet d'arrêté présenté ;
- que les mesures proposées par le pétitionnaire dans son dossier de demande d'autorisation respectent la séquence « éviter, réduire, compenser » ;
- que les mesures proposées par le pétitionnaire dans son dossier, complétées par les dispositions prévues par le projet d'arrêté, sont de nature à prévenir les dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L. 511.1 du code de l'environnement ;

Le service instructeur émet un avis favorable à la demande de renouvellement et d'extension présentée par le pétitionnaire.

5. CONCLUSION ET PROPOSITIONS

Compte tenu des éléments exposés dans le présent rapport, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le préfet de l'Indre de donner une suite favorable à la demande de renouvellement et d'extension présentée par la société CARRIERES DE CLUIS pour sa carrière située aux lieux-dits « Les Bégeaudes » sur le territoire des communes de MOUHERS et de CLUIS, sous réserve du strict respect des prescriptions du projet d'arrêté préfectoral annexé au présent rapport.

En application des dispositions de l'article R. 512-25 du code de l'environnement, ce projet d'arrêté doit être soumis à l'avis des membres de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites, dans sa formation « carrières ».

signé

signé

P.J. : Carte de localisation du site

Annexe 1 – Localisation de la carrière

